

Droit

RNCP30677 · RNCP · Publiée

L'essentiel

Niveau de qualification	Niveau 7
Sigle	MASTER — Master
Code(s) NSF	128
Code(s) ROME	K1903, K1902, K1401, K1404
Type d'enregistrement	Enregistrement de droit
Date d'échéance	31/10/2019

Certificateur(s)

Université de Bretagne Occidentale - Brest

<http://www.univ-brest.fr>

Résumé de la certification

OBJECTIFS ET CONTEXTE

A compléter (Reprise)

ACTIVITÉS VISÉES

- Apport d'un conseil juridique aux dirigeants d'entreprise ou aux collectivités territoriales et à leurs groupements
- Appréciation des risques juridiques liés aux activités professionnelles des entreprises et des organisations
- Information et alerte auprès des différents services concernant les évolutions jurisprudentielles et législatives
- Mise en place d'une veille juridique

COMPÉTENCES ATTESTÉES

- Négocier et rédiger les accords contractuels et transactionnels
- Identifier les sources de responsabilités professionnelles
- Développer des stratégies et un plan de prévention (délégation de pouvoir, contrats d'assurance)
- Prévenir les incidents de recouvrement des créances (mise en œuvre de garanties et mesures conservatoires)
- Gérer les impayés (mise en œuvre de stratégie de recouvrement des créances et suivi de l'exécution forcée ou des procédures collectives)
- Rédiger des actes de procédure
- Suivre une procédure contentieuse en relation avec les avocats et les huissiers de justice
- Analyser et tirer des enseignements des décisions de justice, des lois et des règlements
- Gérer les différentes phases contentieuses
- Proposer des solutions en cas de litiges
- Détecter, analyser et traiter les problèmes juridiques de droit en établissant les pièces des dossiers litigieux, en assurant et réglant le suivi des affaires contentieuses, en définissant, concevant et rédigeant les documents, actes juridiques et réglementations utiles
- Rechercher l'information et la documentation juridiques (veille juridique)
- Former et informer sur les règles de droit
- Etablir des actes juridiques, prévenir et assurer le suivi des contentieux
- Evaluer un préjudice et élaborer une procédure d'indemnisation

Compétences pré-professionnelles

- Se situer dans un environnement socio-professionnel et interculturel, national et international, pour s'adapter et prendre des initiatives

- Identifier le processus de production, de diffusion et de valorisation des savoirs.
- Respecter les principes d'éthique, de déontologie et de responsabilité environnementale.
- Travailler en équipe et en réseau ainsi qu'en autonomie et responsabilité au service d'un projet
- Identifier et situer les champs professionnels potentiellement en relation avec les acquis de la mention ainsi que les parcours possibles pour y accéder.
- Caractériser et valoriser son identité, ses compétences et son projet professionnel en fonction d'un contexte.
- Analyser ses actions en situation professionnelle, s'autoévaluer pour améliorer sa pratique

Compétences transversales

- Conduire une analyse réflexive et distanciée prenant en compte les enjeux, les problématiques et la complexité d'une demande ou d'une situation afin de proposer des solutions adaptées et/ou innovantes
- Conduire un projet (conception, pilotage, coordination d'équipe, mise en œuvre et gestion, évaluation, diffusion) pouvant mobiliser des compétences pluridisciplinaires dans un cadre collaboratif
- Identifier, sélectionner et analyser avec esprit critique diverses ressources spécialisées pour documenter un sujet et synthétiser ces données en vue de leur exploitation
- Actualiser ses connaissances par une veille dans son domaine, en relation avec l'état de la recherche et l'évolution de la réglementation
- Evaluer et s'autoévaluer dans une démarche qualité
- S'adapter à différents contextes socio-professionnels et interculturels, nationaux et internationaux
- Rédiger des cahiers des charges, des rapports, des synthèses et des bilans,
- Communiquer par oral et par écrit, de façon claire et non-ambiguë, en français et dans au moins une langue étrangère, et dans un registre adapté à un public de spécialistes ou de non-spécialistes
- Utiliser les outils numériques de référence et les règles de sécurité informatique pour acquérir, traiter, produire et diffuser de l'information de manière adaptée ainsi que pour collaborer en interne et en externe

Secteur d'activité et type d'emploi

SECTEURS D'ACTIVITÉS

- M69 et 70 - Activités juridiques et comptables
- O84 - Administration publique
- S94 - Autres activités de services

(Ce professionnel travaille dans les services juridiques ou contentieux des entreprises ou dans les services administratifs des collectivités territoriales ou des administrations d'État en lien avec les collectivités territoriales, dans les établissements publics, les sociétés d'économie mixte).

TYPE D'EMPLOIS ACCESSIBLES

- Juriste d'entreprise
- Juriste des collectivités territoriales
- Juriste d'affaires
- Conseiller juridique
- Administrateur de biens
- Responsable de service juridique junior
- Magistrat (après concours)
- Avocat (après formation complémentaire)
- Notaire (après formation complémentaire)

RÉGLEMENTATIONS D'ACTIVITÉ

Néant

Marché du travail

Indicateurs au niveau des familles professionnelles (FAP) des métiers visés, agrégés au niveau national — France Travail / DARES (open data).

Tension de recrutement (DARES 2024)	Modérée (3/5) Moyenne pondérée par l'emploi ; les familles ci-dessous s'échelonnent de 3 à 4 sur 5.
Facteurs principaux	Lien formation-emploi, Manque de main-d'œuvre disponible
Salaire médian (mensuel)	2 462 €
Diplôme le plus fréquent	Diplôme de niveau bac+5 ou plus (doctorat, master ou équivalent) en sciences humaines et droit (58 % des actifs en emploi)
Familles professionnelles (FAP)	L5X91 — Juristes et avocats · tension 3/5 (Modérée) P3X90 — Professionnels du droit · tension 4/5 (Élevée)
Projets de recrutement (BMO 2026)	4 050
Jugés difficiles à recruter	41 %
Emplois saisonniers	5 %
Familles professionnelles (FAP)	L5X91 — Juristes et avocats P3X90 — Professionnels du droit

Voies d'accès

MODALITÉS D'ACCÈS

Formation initiale, Formation continue, Apprentissage, Contrat de professionnalisation, VAE

PRÉREQUIS À L'ENTRÉE EN FORMATION

A compléter (Reprise)

COMPOSITION DU JURY — FORMATION INITIALE, FORMATION CONTINUE, APPRENTISSAGE, CONTRAT DE PROFESSIONNALISATION

Personnes ayant contribué aux enseignements (Loi n°84-52 du 26 janvier 1984 modifiée sur l'enseignement supérieur)

COMPOSITION DU JURY — VAE

Enseignants + enseignants-chercheurs + professionnels

Base légale

Date d'échéance de l'enregistrement 31/10/2019

Pour plus d'informations

Fiche officielle (France Compétences)

<https://www.francecompetences.fr/recherche/rncp/30677/>